



FRANSABANK
EL DJAZAÏR SPA

Revue presse

Du 01 au 28 février 2016

APS – 02/02/2016

L'Algérie dispose de "grandes capacités" pour faire face à la chute des prix des hydrocarbures

ALGER- L'Algérie dispose de "grandes capacités" pour faire face aux conséquences de la baisse des prix des hydrocarbures, a souligné mardi à Alger, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed-Larbi Ould Khelifa.

"Comme il (le peuple algérien) a vaincu seul le terrorisme et défendu l'existence même de la République en payant un lourd tribut, il dispose aujourd'hui de grandes capacités qui ont besoin d'être investies", a indiqué M. Ould Khelifa dans son allocution de clôture de la session d'automne de l'APN, rappelant que le peuple algérien "s'est caractérisé à travers toutes les étapes de son histoire par ses capacités à transcender les défis que lui impose la scène intérieure et extérieure".

Parmi ces capacités, il a cité l'agriculture "considérée comme une des richesses permanentes qui ont besoin de la main d'oeuvre et des techniques modernes à même d'augmenter la production au double plan de la quantité et de la qualité".

Selon lui, l'encouragement des industries de transformation, l'encouragement des exportations vers les pays étrangers ainsi que l'élargissement de la base industrielle constituent d'autres capacités.

A cette occasion M. Ould Khelifa a dénoncé les discours partisans et médiatiques, brandissant l'"épouvantail de la crise économique", qui "ne constituent nullement une approche utile pour faire face aux répercussions de la chute des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux".

"Il y a des indices prometteurs d'une concrétisation de la relance industrielle à moyen terme, en plus du secteur touristique", a-t-il dit, estimant que ce dernier "commence à s'élargir et à se moderniser selon les normes internationales".

"Elever les valeurs du travail et de la perfection et encourager le secteur public et privé à créer la richesse sont autant de capacités qui s'offrent à l'Algérie pour passer du développement fondé sur les finances publiques à une économie de croissance et du tout importation à l'exportation et au positionnement sur les marchés internationaux afin de se hisser au niveau des pays émergents", a-t-il préconisé.

En outre, M. Ould Khelifa a relevé que "l'Algérie a pris de nombreuses mesures préventives dont celle de se débarrasser de manière anticipée d'une dette qui a pesé lourdement sur notre pays", et ce, grâce à la clairvoyance du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Elle a investi, a-t-il ajouté, des budgets colossaux dans les infrastructures de base et dans les établissements de formation, dans l'emploi, le logement, la santé et la protection sociale, comme elle a engrangé des réserves en devises pour faire face aux éventuelles difficultés budgétaires.

En outre, le président de l'APN a salué à cette occasion l'Armée nationale populaire pour l'"action préventive et anticipative" qu'elle accomplit à travers tout le pays et aux frontières.

Par ailleurs, il a rappelé les positions de l'Algérie concernant les événements que connaissent la région et le monde.

"Ce sont là des positions constantes qui consistent en le respect de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et leur droit inaliénable à l'autodétermination et aider à concrétiser la sécurité et la stabilité dans notre environnement géopolitique et la résolution des conflits par le dialogue", a-t-il affirmé.

Dans ce sens, il a noté le rôle "efficace" que joue l'Algérie au sein des organisations régionales et internationales et les efforts "intensifs" déployés afin de résoudre les conflits, notamment dans les pays frontaliers à l'instar de sa réussite à trouver un terrain d'entente entre les parties en conflit au Mali, ainsi que les efforts déployés en Libye afin d'"exhorter les parties au dialogue, à l'entente et à la préservation de l'unité de son peuple et de son intégrité territoriale sans aucune ingérence ou tutelle".

Il a réitéré aussi, la position "inaliénable" de l'Algérie quant au droit du peuple palestinien à instaurer son Etat national avec Alqods Al-Charif pour capitale, "et de mettre fin à l'injustice et à l'oppression infligées à son peuple au vu et au su du monde entier".

Il a également réaffirmé le soutien de l'Algérie au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et de mettre un terme à la dernière colonie en Afrique.

"Cette attitude représente une position de principe qui appuie le droit et la légitimité internationale et ne manifeste aucune hostilité au peuple frère marocain", a-t-il soutenu.

Concernant le terrorisme, M. Ould Khelifa a indiqué que ce fléau "constitue l'ennemi réel de l'Algérie et de tous les peuples épris des valeurs de paix et qui menace les personnes, les groupes et les pays", ajoutant que l'Algérie "a appelé tous les Etats du monde à intensifier leurs efforts afin de l'acculer et de l'exterminer à travers l'assèchement des flux de financement et d'ôter la couverture de l'Islam, et de lutter contre l'extrémisme".

TSA – 20/02/2016

Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : l'Algérie n'est plus sous surveillance internationale

16:32 samedi 20 février 2016 | Par Tewfik Abdelbari | Actualité

Le Groupe d'action financière (Gafi), rattaché au G8, a « félicité » l'Algérie pour ses efforts dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, selon un communiqué de l'organisme publié vendredi 19 février.

Ainsi, après avoir été retirée de la « liste noire », l'Algérie n'est plus placée sous la surveillance du Gafi.

Le ministère des Finances se félicite de la décision du Gafi

En réaction, le ministère des Finances dirigé par Abderrahmane Benkhelifa, a diffusé, ce samedi 20 février, un communiqué se félicitant de la décision du Gafi. Cette décision est, selon le communiqué, une reconnaissance des efforts et du « rôle de l'Algérie au plan international en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ».

Ainsi, le ministère rappelle que « les mesures prises (...) sur le plan législatif et réglementaire [en référence à la [loi de janvier 2015](#) sur la question, NDLR], traduisent la ferme volonté des autorités de lutter contre ce fléau et conforte l'engagement de l'État de doter notre pays d'un système financier sain, moderne et solide, fonctionnant selon les meilleures pratiques internationales », conclut le communiqué.

Le Gafi avait placé l'Algérie sur une liste noire, avant de l'en retirer en octobre 2015, en raison des carences constatées dans le régime de lutte contre le blanchiment d'argent. La Banque d'Algérie a également relevé des insuffisances dans le domaine en janvier 2016.

TSA – 20/02/2016

Exportations : le taux de couverture des importations à 51%

Les exportations de l'Algérie couvrent à peine plus de la moitié (51%) des importations du pays, selon les données des Douanes. Un taux en baisse de 7 points en comparaison au moins de janvier de 2014.

En effet, l'Algérie a exporté pour 1,931 milliard de dollars le mois dernier, dont 95% d'hydrocarbures. Ceci représente un recul de plus de 25% des exportations du pays en glissement annuel. Les importations sont également en baisse, de 14,4%, à 3,8 milliards de dollars par rapport à la même période de 2014. Une réduction insuffisante pour couvrir la réduction des recettes d'hydrocarbures de l'Algérie, en chute libre.

Les exportations hors hydrocarbures, déjà insignifiantes (5% du total), ont perdu 43% entre janvier 2014 et janvier 2015, à seulement 98 millions de dollars, selon la même source.

Structure des échanges extérieurs

Les exportations sont largement dominées par les ventes d'hydrocarbures. Pour le reste, il s'agit essentiellement de demi-produits, pour 73 millions de dollars, et de demi-produits, à hauteur de 13 millions de dollars, indique la Douane.

En termes d'importations, l'Algérie s'est surtout approvisionnée en bien d'équipements pour un montant total de 1,376 milliard de dollars (-11,17% sur un an), en biens destinés à l'outil de production pour 1,2 milliard de dollars (-4,77%) et biens alimentaires à hauteur de 629 millions de dollars (-32,87%), détaillent les services des douanes.

La Chine toujours premier fournisseur, loin devant la France

En ce qui concerne les partenaires commerciaux de l'Algérie, il ressort que l'Italie détrône la France et l'Espagne comme premier client, avec 21,03% des exportations du pays (406 millions). Les deux autres pays cités ont acheté pour 386 millions (20%) et 210 millions de dollars (10%) respectivement.

Quant aux fournisseurs, la Chine arrive toujours en tête avec 756 millions de dollars d'exportations vers l'Algérie, soit 19,86% des achats à l'extérieur du pays. La France arrive deuxième avec 468 millions de dollars (12,3%), suivie de l'Italie avec 393 millions (10,33%), précise la Douane.

L'Algérie continue à régler ses importations majoritairement par Cash, à hauteur de 56,38%, malgré un recul de 14,54%, poursuit la même source. Les lignes de crédit ont, pour leur part, représenté 39,33% des achats extérieurs de l'Algérie.

APS 02/ 02/2016

L'Algérie dispose de "grandes capacités" pour faire face à la chute des prix des hydrocarbures

ALGER- L'Algérie dispose de "grandes capacités" pour faire face aux conséquences de la baisse des prix des hydrocarbures, a souligné mardi à Alger, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed-Larbi Ould Khelifa.

"Comme il (le peuple algérien) a vaincu seul le terrorisme et défendu l'existence même de la République en payant un lourd tribut, il dispose aujourd'hui de grandes capacités qui ont besoin d'être investies", a indiqué M. Ould Khelifa dans son allocution de clôture de la session d'automne de l'APN, rappelant que le peuple algérien "s'est caractérisé à travers toutes les étapes de son histoire par ses capacités à transcender les défis que lui impose la scène intérieure et extérieure".

Parmi ces capacités, il a cité l'agriculture "considérée comme une des richesses permanentes qui ont besoin de la main d'oeuvre et des techniques modernes à même d'augmenter la production au double plan de la quantité et de la qualité". Selon lui, l'encouragement des industries de transformation, l'encouragement des exportations vers les pays étrangers ainsi que l'élargissement de la base industrielle constituent d'autres capacités. A cette occasion M. Ould Khelifa a dénoncé les discours partisans et médiatiques, brandissant l'"épouvantail de la crise économique", qui "ne constituent nullement une approche utile pour faire face aux répercussions de la chute des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux". "Il y a des indices prometteurs d'une concrétisation de la relance industrielle à moyen terme, en plus du secteur touristique", a-t-il dit, estimant que ce dernier "commence à s'élargir et à se moderniser selon les normes internationales". "Elever les valeurs du travail et de la perfection et encourager le secteur public et privé à créer la richesse sont autant de capacités qui s'offrent à l'Algérie pour passer du développement fondé sur les finances publiques à une économie de croissance et du tout importation à l'exportation et au positionnement sur les marchés internationaux afin de se hisser au niveau des pays émergents", a-t-il préconisé. En outre, M. Ould Khelifa a relevé que "l'Algérie a pris de nombreuses mesures préventives dont celle de se débarrasser de manière anticipée d'une dette qui a pesé lourdement sur notre pays", et ce, grâce à la clairvoyance du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Elle a investi, a-t-il ajouté, des budgets colossaux dans les infrastructures de base et dans les établissements de formation, dans l'emploi, le logement, la santé et la protection sociale, comme elle a engrangé des réserves en devises pour faire face aux éventuelles difficultés budgétaires. En outre, le président de l'APN a salué à cette occasion l'Armée nationale populaire pour l'"action préventive et anticipative" qu'elle accomplit à travers tout le pays et aux frontières. Par ailleurs, il a rappelé les positions de l'Algérie concernant les événements que connaissent la région et le monde. "Ce sont là des positions constantes qui consistent en le respect de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et leur droit inaliénable à l'autodétermination et aider à concrétiser la sécurité et la stabilité dans notre environnement géopolitique et la résolution des conflits par le dialogue", a-t-il affirmé. Dans ce sens, il a noté le rôle "efficace" que joue l'Algérie au sein des organisations régionales et internationales et les efforts "intensifs" déployés afin de résoudre les conflits, notamment dans les pays frontaliers à l'instar de sa réussite à trouver un terrain d'entente entre les parties en conflit au Mali, ainsi que les efforts déployés en Libye afin d'"exhorter les parties au dialogue, à l'entente et à la préservation de l'unité de son peuple et de son intégrité territoriale sans aucune ingérence ou tutelle". Il a réitéré aussi, la position "inaliénable" de l'Algérie quant au droit du peuple palestinien à instaurer son Etat national avec Alqods Al-Charif pour capitale, "et de mettre fin à l'injustice et à l'oppression infligées à son peuple au vu et au su du monde entier". Il a également réaffirmé le soutien de l'Algérie au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et de mettre un terme à la dernière colonie en Afrique.

"Cette attitude représente une position de principe qui appuie le droit et la légitimité internationale et ne manifeste aucune hostilité au peuple frère marocain", a-t-il soutenu. Concernant le terrorisme, M. Ould Khelifa a indiqué que ce fléau "constitue l'ennemi réel de l'Algérie et de tous les peuples épris des valeurs de paix et qui menace les personnes, les groupes et les pays", ajoutant que l'Algérie "a appelé tous les Etats du monde à intensifier leurs efforts afin de l'acculer et de l'exterminer à travers l'assèchement des flux de financement et d'ôter la couverture de l'Islam, et de lutter contre l'extrémisme".

APS- 24/02/2016

Baisse des cours du pétrole: l'Algérie, l'Irak et d'autres pays amis, capables d'agir ensemble

ALGER- L'Algérie et l'Irak ont les moyens d'agir, de concert avec d'autres pays amis, pour endiguer la baisse des cours du pétrole sur les marchés internationaux, a affirmé mercredi le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

Dans une déclaration à l'issue de ses entretiens avec son homologue irakien Ibrahim Al-Ashaiqer Al-Jaafari actuellement en visite officielle à Alger, M. Lamamra a indiqué avoir évoqué avec son hôte nombre de dossiers dont celui du marché pétrolier.

"Nous avons (avec l'Irak) des engagements, des principes et des intérêts communs, qui s'appliquent également aux marchés pétroliers internationaux, lesquels enregistrent une baisse rapide des cours du pétrole", a affirmé M. Lamamra.

"Nous et nos frères irakiens sommes en mesure d'agir de concert avec d'autres pays frères et amis pour endiguer la baisse des cours du pétrole", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Lamamra a abordé d'autres volets de la coopération bilatérale, rappelant la visite qu'il avait effectuée il y a deux ans en Irak, et qui avait permis de poser "les premiers jalons à même de rétablir les relations bilatérales à leur plus haut niveau".

Il a, à cet effet, mis en avant la coordination bilatérale sur plusieurs dossiers importants, en tête desquels la question palestinienne qui est "la cause centrale" de la Nation arabe.

Le dossier de la lutte antiterroriste figure, également, à l'ordre du jour de la visite du chef de la diplomatie irakienne en Algérie.

A cet titre, M. Lamamra a indiqué que "la lutte antiterroriste menée par l'Irak est désormais palpable", exprimant sa conviction que "les frères irakiens finiront par vaincre ce fléau, comme l'a fait auparavant l'Algérie qui continue à y faire face et avec force".

De son côté, le ministre irakien des Affaires étrangères a indiqué avoir évoqué avec M. Lamamra plusieurs dossiers dont le dossier sécuritaire et les perspectives de coopération "prometteuses" entre les deux pays.

Il a précisé que sa visite en Algérie serait marquée par la conclusion et l'actualisation de plusieurs accords entre les deux pays, assurant que les deux parties devraient "engager des discussions sérieuses en vue d'amorcer une ère nouvelle dans leurs relations".

M. Al-Jaafari a, par ailleurs, mis en avant la convergence des positions des deux pays sur les plans bilatéral, arabe et international, affirmant que cette coordination avait été d'autant plus forte au niveau des "Nations Unies lors de l'intrusion en Irak des forces turques. L'Algérie a été le premier pays à avoir dénoncé cette intervention, aux côtés d'autres pays frères ayant partagé cette position". Il a aussi salué la convergence de positions de l'Algérie et de l'Irak sur bien d'autres questions.

APS- 24/02/2016

L'Algérie a consolidé son infrastructure et son tissu économique (Bouteflika) - 1/2

ALGER - Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a affirmé mercredi que l'Algérie était parvenue à "consolider son infrastructure et d'asseoir un tissu économique dense et bien structuré incluant les entreprises publiques et les investissements privés dans tous les secteurs d'activité".

Les recettes des hydrocarbures ont en effet permis à l'Algérie de "consolider son infrastructure et d'asseoir un tissu économique dense et bien structuré incluant les entreprises publiques et les investissements privés dans tous les secteurs d'activité", a soutenu le chef de l'Etat dans un message à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens et du 45e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, lu en son nom par M. Benamar Zerhouni, conseiller à la présidence de la République.

Le président Bouteflika a également considéré que "notre ambition légitime de bâtir une économie algérienne diversifiée est aujourd'hui tout à fait à notre portée à condition de mobiliser, encore une fois toutes nos énergies et de persévérer sur la voie des réformes nécessaires engagées".

Pour le président Bouteflika, "l'orientation des ressources nationales tirées du commerce des hydrocarbures en fonction des exigences du développement a permis aussi à notre pays de se positionner aux premiers rangs mondiaux dans différents domaines du développement social notamment pour ce qui est des taux de scolarisation, de couverture sanitaire et de protection sociale ou encore d'accès au logement". "Ces résultats n'auraient pas été possibles sans la mobilisation de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs autour de l'UGTA, leur illustre organisation, et sans le recouvrement plein et entier, grâce à Dieu, de notre souveraineté sur nos ressources en hydrocarbures", a argué le président de la République.

Revenant sur les réalisations du secteur des hydrocarbures, le président Bouteflika a rappelé que "depuis 1971, près de 450 puits de pétrole et de gaz ont été découverts. La production nationale des hydrocarbures avait alors triplé ce qui a permis de renforcer les capacités de commercialisation du gaz et du pétrole et de garantir les ressources nécessaires au financement du processus de construction de l'économie nationale et du développement social".

Le Chef de l'Etat d'ajouter que "l'électrification et le raccordement au gaz naturel à travers le pays ont atteint un des taux les plus élevés au monde. La priorité accordée par les pouvoirs publics à l'approvisionnement du marché national en vue de répondre à la fois à la demande du citoyen et de l'industrie, témoignent du souci d'aller vers la satisfaction des besoins des citoyens de toutes les régions en énergie et en développement économique et social".

Par la même occasion, le président Bouteflika a évoqué les répercussions de la chute des prix du pétrole sur les marchés mondiaux sur l'économie nationale.

Il a tenu à souligner à cet égard que l'Etat était "déterminé à faire face aux retombées de la baisse des prix du pétrole au moyen d'une politique de développement économique judicieuse et rigoureuse à la fois". "Nous n'envisageons nullement de renoncer à la rigueur requise et nécessaire à la gestion des ressources publiques et à la rationalisation de nos options financières. Et je tiens à affirmer ici que nous sommes déterminés à faire face aux retombées de la baisse des prix du pétrole au moyen d'une politique de développement économique judicieuse et rigoureuse à la fois", a-t-il dit.

APS- 24/02/2016

L'Algérie a consolidé son infrastructure et son tissu économique (Bouteflika) – 2/2 (SUITE)

"En dépit de l'acuité de la crise, l'Algérie ne prévoit pas de cesser d'investir dans les facteurs de réussite du développement économique et encore moins renoncer à ses choix fondamentaux en termes de solidarité nationale véritable et de justice sociale réelle", a encore assuré le président de la République poursuivant que "l'accent mis, dans la récente révision de la Constitution, sur la nécessité de diversifier l'économie et de valoriser toutes les ressources naturelles et humaines du pays traduit la ferme volonté de l'Etat d'opérer rapidement des changements structurels pour rendre notre économie plus compétitive et lui permettre d'accéder au marché mondial avec davantage d'atouts".

Le président Bouteflika a précisé que "la révision de la Constitution prévoit des dispositions fondamentales qui confortent nos choix nationaux dans le domaine économique notamment pour ce qui est de la préservation de la propriété publique des mines, des hydrocarbures et autres secteurs vitaux".

"La Constitution révisée insiste sur la responsabilité de l'Etat dans la sauvegarde des terres agricoles et des ressources hydriques. D'autres amendements consacrent la liberté d'investir, l'encouragement par l'Etat de toutes les entreprises sans distinction, la régulation du marché et la lutte contre le monopole", a fait valoir le président de la République rappelant encore que "conscients de l'instabilité cyclique du marché international des hydrocarbures, nous avons procédé, outre la forte dynamique insufflée au développement socio-économique dans le cadre d'un véritable sursaut national, au remboursement anticipé de la dette extérieure et cessé le recours à l'endettement. Dans le même temps nous avons mis en place un dispositif prudentiel à travers la création d'un fonds de régulation des recettes".

Le président de la République a réaffirmé que "c'est grâce à cette démarche que nous sommes, à l'heure actuelle, en mesure de faire face à l'effondrement des prix du pétrole qui ont chuté de près de 70% en moins de deux ans". "Je souhaite que toutes ces mesures incitatives et toutes ces assurances constituent une motivation de plus pour les chefs d'entreprises, les travailleurs, les agriculteurs et tous les partenaires intervenant dans la sphère économique en faveur d'un effort plus que jamais soutenu pour accélérer la cadence du développement économique et social.

En ce jour mémorable, chargé de souvenirs, permettez-moi de rendre, de nouveau, hommage aux travailleurs et travailleuses de l'Algérie et plus particulièrement à l'Union générale des travailleurs algériens pour les efforts et sacrifices qu'elle n'a eu de cesse de consentir à la tête du monde du travail et pour son précieux apport au dialogue national économique et social", a déclaré pour conclure le président Bouteflika.

TSA – 26/02/2016

Une banque marocaine veut s'installer en Algérie

18:43 vendredi 26 février 2016 | Par Riyad Hamadi | Economie



Attijariwafa Bank part à la conquête du marché algérien. Le groupe bancaire et financier marocain a déposé une demande d'agrément pour l'ouverture d'une filiale en Algérie, a annoncé son président Mohamed El Kettani jeudi 25 février à Casablanca lors d'un forum économique, rapporte le site *h24info*.

Attijariwafa Bank qui veut créer une banque algéro-marocaine est fortement présente en Afrique francophone et ambitionne de se développer en Afrique anglophone, selon son directeur général Ismaïl Douiri.